

ASSEMBLÉE NATIONALE
N° 1263-80041108

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

VOLUME 1

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2002-2003

30 novembre 2003



Date: 2003-11-20

Heure : 11:32

NOM DE L'UNIVERSITÉ: École Nationale d'Administration Publique
NUMÉRO : 978007

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

2002-2003

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

DATE:

26 NOVEMBRE 2003

ADMINISTRATEURS:



Rapport des vérificateurs

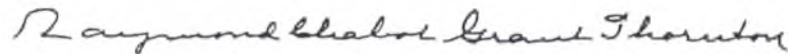
Aux membres du conseil d'administration de
École nationale d'administration publique

Nous avons vérifié les états financiers ainsi que les annexes contenus dans le rapport financier annuel de l'École nationale d'administration publique pour l'exercice terminé le 31 mai 2003, lequel a été présenté selon la forme prescrite par le ministère de l'Éducation du Québec. La responsabilité de ce rapport financier annuel incombe à la direction de l'École. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ce rapport financier annuel en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux exigences énoncées par le ministère de l'Éducation du Québec dans le Mandat de vérification externe des universités québécoises et conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que le rapport financier annuel est exempt d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans le rapport financier annuel. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble du rapport financier annuel.

À notre avis, à tous égards importants :

- les pratiques comptables de l'École sont conformes aux normes et définitions contenues dans le document intitulé Cahier des définitions des termes et directives de présentation du rapport financier annuel 2002-2003 du ministère de l'Éducation du Québec;
- les données transmises par voie électronique au ministère de l'Éducation du Québec sont conformes aux données apparaissant au rapport financier annuel;
- les états financiers ainsi que les annexes contenus dans le rapport financier annuel donnent une image fidèle de la situation financière de l'École nationale d'administration publique au 31 mai 2003, ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les pratiques comptables décrites à la note 2.



Comptables agréés

Québec

Le 14 novembre 2003

LES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES 2002-2003

TABLES DES MATIÈRES

ÉTATS FINANCIERS

	PAGE
Notes aux états financiers et aux annexes.....	i
BILANS.....	1
Fonds de fonctionnement: Colonne 1	
Fonds avec restrictions: Colonne 2	
Fonds d'immobilisations: Colonne 3	
Fonds de Dotation: Colonne 4	
Autre Fonds: Colonne 5	
 CONCILIATION DU SOLDE DE FONDS	
Fonds de fonctionnement: Lignes 1 à 11	2
Fonds avec restrictions: Lignes 12 à 18	2
Fonds d'immobilisations:	3
Fonds de Dotation: Colonne 1 à 5	4
Autre Fonds: Colonne 6.....	4
 FONDS DE FONCTIONNEMENT	
Revenus.....	5
Dépenses.....	6
 FONDS AVEC RESTRICTIONS	
Revenus.....	7
Dépenses.....	8

ANNEXES

	PAGE
CONCILIATION SUBVENTION MEQ-ES.....	9
AJUSTEMENTS PAR L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC MEQ-ES.....	10
ANNEXE SUBVENTION À RECEVOIR (À PAYER) MEQ-ES.....	11
REVENUS REPORTÉS FONDS DE FONCTIONNEMENT.....	12
ANNEXE SUBVENTION À RECEVOIR GOUVERNEMENT DU QUÉBEC FI.....	13
ANNEXE SUR LES SOLDES DE FONDS	14
ANNEXE SUR LES REDRESSEMENTS DE SOLDES DE FONDS.....	15
ANNEXE SUR LES OPÉRATIONS INTERFONDS.....	16
AVANTAGES SOCIAUX.....	17
ANNEXE SUR LES AUTRES REVENUS ET AUTRES DÉPENSES.....	18
DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.....	19
FONDS DE FONCTIONNEMENT - TERRAINS ET BÂTIMENTS.....	20
ANNEXE SUR LES IMMOBILISATIONS.....	21
SALAIRES MOYENS.....	22

BILANS AU 31 MAI 2003
École Nationale d'Administration Publique
978007

Page 1

	ACTIF	Fonds de fonctionnement	Fonds avec restrictions	Fonds d'immobilisations	Fonds de Dotation	Autres fonds	Total	Total au 31 mai 2002
		1	2	3	4	5	6	7
1	Encaisse (001)	695 918					695 918	598 463
2	Placements à court terme (005)						\$	750 000
3	Intérêts courus à recevoir (010)						\$	
4	Fonds détenus chez le fiduciaire (090)						\$	
5	Subventions à recevoir MEQ-ES (015) Page 11	1 598 109					1 598 109	481 492
6	Subvention à recevoir GQ (170) Page 13			35 618			35 618	25 341
7	Autres montants à recevoir (175,035)			7 408			7 408	
8	Comptes à recevoir Droits de scolarité (020)	6 882					6 882	6 275
9	Autres comptes à recevoir (030,025)	2 923 543	256 030				3 179 573	2 400 031
10	Avances à d'autres fonds (040,045,050,055,060) Page 16		513 970	146 490			660 460	578 302
11	Frais payés d'avance (070)	219 517	12 656				232 173	87 213
12	Stocks (075)						\$	
13	Placements à long terme (100)						\$	
14	Obligations et actions (125, 130)						\$	
15	Prêts hypothécaires et autres prêts (135 et 140)						\$	
16	Biens immobiliers (145)						\$	
17	Immobilisations (105, 120) Page 21			17 420 623			17 420 623	17 448 562
18	Contribution de l'UQSS aux constituantes (110)						\$	
19	Frais reportés (080)						\$	
20	Autres actifs (085) (085 115 FI) (150,155,160 et 165 pour AF)			894 737			894 737	633 000
21	TOTAL DE L'ACTIF	5 443 969	782 656	18 504 876	\$	\$	24 731 501	23 008 679
	PASSIF						\$	
22	Découvert de banque (201)						\$	
23	Emprunts à court terme (205)						\$	
24	Dépôts de garantie et retenues sur contrat (305,310)						\$	
25	Subventions à rembourser au MEQ-ES (210) Page 11						\$	
26	Comptes à payer (215,220)	818 135	190 025	29 822			1 037 982	702 072
27	Avances d'autres fonds (225, 230,235,240,245) Page 16	660 460					660 460	578 302
28	Salaires, avantages sociaux et déductions à la source (255)	400 551					400 551	326 274
29	Revenus reportés (280) Page 12	1 076 160					1 076 160	224 512
30	Dettes à long terme (315,320,325,330,335)			11 492			11 492	17 183
31	Autres passifs (265) (270,275,280 et 285 pour AF)						\$	
32	Solde de fonds d'affectation d'origine interne (290FF 303 FI) Page 2 et 14	1 246 000					1 246 000	1 853 785
33	Solde de fonds non affecté (295) Page 2	1 242 662					1 242 662	1 083 667
34	Solde de fonds (300) Page 14						\$	
35	Solde de fonds d'affectation d'origine externe (302) Page 2		592 630				592 630	
36	Solde de fonds Capital d'affectation interne (340) Page 14						\$	
37	Solde de fonds Capital d'affectation externe (345)						\$	
38	Solde de fonds produits non-attribués affectation interne (350) Page 14						\$	
39	Solde de fonds produits non-attribués affectation externe (355)						\$	
40	Solde de fonds investi en immobilisations (304)			18 463 562			18 463 562	18 222 884
41	Solde de fonds	2 488 662	592 630	18 463 562	\$	\$	21 544 855	21 160 336
42	TOTAL DU PASSIF ET DU SOLDE DE FONDS	5 443 969	782 656	18 504 876	\$	\$	24 731 501	23 008 679

DATE: 2003-11-21

HEURE: 13:01

FONDS DE FONCTIONNEMENT							Page 2
CONCILIATION SOLDE DE FONDS 2002-2003							
École Nationale d'Administration Publique							
978007							
	Solde non réparti	Enseignement Recherche/soutien	Services à la collectivité	Services aux étudiants	Entreprises auxiliaires	TOTAL	
	1	2	3	4	5	6	
1 Solde au début de l'année	1 914 031	(98 828)	459 798	(17 670)	22 336	2 279 667	
2 Redressement des années précédentes Page 15						\$	
3 Revenus de l'année Page 5		12 460 967	1 993 590	83 961	83 565	14 622 082	
4 Dépenses de l'année Page 6		12 324 323	1 931 673	87 770	69 322	14 413 088	
5 Résultats de l'année		136 644	61 917	(3 809)	14 243	208 995	
6 Virements des autres soldes de fonds Page 16						\$	
7 Virements à d'autres soldes de fonds Page 16						\$	
8 Solde à la fin de l'année	1 914 031	37 816	521 715	(21 479)	36 579	2 488 662	
9 Répartition du solde de fonds							
10 Solde de fonds d'affectation d'origine interne	1 246 000					1 246 000	
11 Solde de fonds non affecté	1 242 662					1 242 662	
FONDS AVEC RESTRICTIONS							
CONCILIATION SOLDE DE FONDS D'AFFECTATION EXTERNE 2002-2003							
École Nationale d'Administration Publique							
978007							
							6
12 Solde au début de l'année							657 785
13 Plus : Fonds alloués Page 7							2 686 186
14 Moins : Fonds utilisés Page 8							2 751 341
15 Redressement années précédentes Page 15							\$
16 Virements des autres soldes de fonds Page 16							\$
17 Virements à d'autres soldes de fonds Page 16							\$
18 Solde à la fin de l'année							592 630

DATE: 2003-11-21

Heure: 13:03

Page 3

FONDS D'IMMOBILISATIONS
CONCILIATION SOLDE DE FONDS 2002-2003
École Nationale d'Administration Publique
978007

	DÉBIT	CRÉDIT	SOLDE
	1	2	3
1 SOLDE AU DÉBUT DE L'ANNÉE			18 222 884
2 AJOUT DE CONTRIBUTIONS EXTERNES			
3 Subventions du gouvernement du Québec (Total des subventions de l'année à la page 13)		386 247	
4 Contribution du siège social de l'UQ		267 429	
5 Dons et subventions non gouvernementaux			
6 Contribution d'une fondation			
7 Revenus d'intérêts et de placements (comprenant ceux provenant des fonds en fiducies)			
8 Gains sur vente d'immobilisations			
9 Autres contributions			
10 TOTAL DES CONTRIBUTIONS EXTERNES			653 676
11 AJOUT DE CONTRIBUTIONS INTERNES			
12 Redressements des années antérieures Page 15		\$	
13 Immobilisations acquises à même les autres fonds Page 21		460 575	
14 Revenus du fonds de dotation Page 4		\$	
15 Virements d'autres fonds Page 16		\$	
16 Autres contributions internes			
17 TOTAL DES CONTRIBUTIONS EXTERNES			460 575
20 DÉDUIRE DÉDUCTIONS INTERNES			
21 Redressement des années antérieures Page 15		\$	
22 Virements à d'autres fonds Page 16		\$	
23 TOTAL DES DÉDUCTIONS INTERNES			\$
24 DÉDUIRE LES DÉPENSES			
25 Intérêts sur la dette à long terme			
26 Intérêts à court terme et frais bancaires			
27 Intérêts sur les contrats de location acquisition			
28 Pertes sur ventes d'immobilisations			
29 Amortissements d'immobilisations	812 493		
30 Radiation d'immobilisations	61 080		
31 Autres dépenses (comprenant l'amortissement des frais d'escompte)			
32 TOTAL DES DÉPENSES			873 573
33 SOLDE À LA FIN DE L'ANNÉE			18 463 562

DATE: 2003-11-21

HEURE: 13:03

CONCILIATION SOLDE DE FONDS 2002-2003 École Nationale d'Administration Publique 978007							Page 4
FONDS DE DOTATION							AUTRE FONDS
	Capital d'affectation interne	Capital d'affectation externe	Produits nets non transférés d'affectation interne	Produits nets non transférés d'affectation externe	TOTAL		
	1	2	3	4	5	6	
1 Solde au début de l'année					\$\$		
2 AJOUTER:							
3 Dons et dotations					\$\$		
4 Redressement Page 15					\$\$	\$\$	
5 Virements des autres fonds Page 16					\$\$	\$\$	
6 Revenus de placements					\$\$		
7 Gains sur vente de placements					\$\$		
8 Transferts des produits nets non transférés					\$\$		
9 Autres Ajouts					\$\$		
10 TOTAL DES AJOUTS	\$	\$	\$	\$	\$\$	\$	
11 DÉDUCTIONS							
12 Virements aux autres fonds Page 16					\$\$	\$\$	
13 Redressement Page 15					\$\$	\$\$	
14 Frais d'opération					\$\$		
15 Perte sur vente de placements					\$\$		
16 Transferts aux solde de fonds - capital					\$\$		
17 Contributions au Fonds de fonctionnement					\$\$		
18 Contributions au Fonds avec restrictions					\$\$		
19 Contributions au Fonds d'immobilisations					\$\$		
20 Autres déductions					\$\$		
21 TOTAL DES DÉDUCTIONS	\$	\$	\$	\$	\$\$	\$	
22 SOLDE À LA FIN DE L'ANNÉE	\$	\$	\$	\$	\$\$	\$	

FONDS DE FONCTIONNEMENT REVENUS 2002-2003 École Nationale d'Administration Publique 978 007									
Page 5									
	Enseignement	Recherche	Soutien à l'enseignement et à la recherche	Administration	Terrains et bâtiments	Services à la collectivité	Services aux étudiants	Entreprises auxiliaires	Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1 Droits de scolarité (401)	1 042 533					637 350			1 679 882
2 Forfaitaires étudiants étrangers (402)				0					0
3 Forfaitaires des étudiants canadiens non-résidents au Québec (403)				0					0
4 Cotisations des étudiants (455)							51 561		51 561
5 Autres revenus provenant des étudiants (450-461)	0	0	1 052	122 839	0	0	0	0	123 891
6 Total des revenus provenant des étudiants	1 042 533	0	1 052	122 839	0	637 350	51 561	0	1 855 334
7 Subvention MEQ-ES (515) (conciliation Page 9)				9 441 581			31 400		9 472 981
8 Autres subventions provinciales (405, 410)	60 500	986 392	0	0	0	1 173 865	1 000	0	2 221 758
9 Subventions fédérales (415-420)	547	14 530	0	0	0	17 523	0	0	32 600
10 Autres Subventions ((425, 426, 430)	48 413	104 618	0	13 275	0	159 918	0	0	326 224
11 Total des subventions	109 460	1 105 541	0	9 454 856	0	1 351 306	32 400	0	12 053 563
12 Revenus d'intérêts (435, 440)	0	0	0	28 076	0	0	0	0	28 076
13 Revenus provenant du fonds de dotation (445) Page 3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14 Revenus provenant d'une fondation (446)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15 Recouvrement de coûts indirects (465)	0	0	412 741	0	0	0	0	0	412 741
16 Ventes externes ((460)	61 174	0	7 680	19 403	19 162	4 934	0	83 565	195 917
17 Autres revenus (466, 470) Page 18	0	30 885	0	45 566	0	0	0	0	76 451
18 Total des revenus autres	61 174	30 885	420 421	93 045	19 162	4 934	0	83 565	713 185
19 TOTAL DES REVENUS	1 213 166	1 136 425	421 473	9 670 740	19 162	1 993 590	83 961	83 565	14 622 082

FONDS DE FONCTIONNEMENT DÉPENSES 2002-2003 École Nationale d'Administration Publique 978 007										Page 6
	Enseignement	Recherche	Soutien à l'enseignement et à la recherche	Administration	Terrains et bâtiments Détail Page 20	Services à la collectivité	Services aux étudiants	Entreprises auxiliaires	Total	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
1 Masses salariales										
2 Direction	108 217	20 555	0	785 801	162 139	51 388	0	0	1 128 100	
3 Gérance	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
4 Professeur-chercheur	3 244 155	35 587	0	0	0	42 610	0	0	3 322 353	
5 Chargés de cours	781 368	379 898	0	9 591	0	732 650	0	0	1 903 507	
6 Personnel associé à l'enseignement et à la recherche	993	86 115	0	0	0	15 251	0	0	102 359	
7 Personnel auxiliaire à l'enseignement et à la recherche	14 373	237 538	2 820	585	0	2 686	0	0	258 001	
8 Personnel professionnel non-enseignant	75 783	101 804	271 585	306 404	0	253 450	77 974	0	1 087 000	
9 Personnel de soutien technique	150 850	9 545	313 913	375 070	0	108 195	0	0	957 574	
10 Personnel de soutien de bureau	171 223	47 101	135 027	213 571	89 704	180 635	0	0	837 260	
11 Personnel de métier et personnel ouvrier	0	0	0	0	114 409	0	0	80 765	195 174	
12 Avantages sociaux (700) (Détail Page 17)	670 988	88 257	128 608	284 349	65 039	201 384	8 313	16 617	1 463 556	
13 Total des masses salariales et des avantages sociaux	5 217 951	1 006 399	851 953	1 975 371	431 291	1 588 251	86 287	97 382	11 254 886	
14 Frais pour congés sabbatiques et d'études (705)	11 033	0	0	0	0	0	0	0	11 033	
15 Postdoctoraux (706)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
16 Formation et perfectionnement (710)	2 348	0	0	28 150	0	227	0	0	30 725	
17 Frais de déplacement et de représentation (715 720 725 730)	274 590	163 632	4 544	79 122	2 311	159 125	1 483	0	684 807	
18 Bourses (735)	0	37 000	0	0	0	0	0	0	37 000	
19 Dépenses de subventions et cotisations (740 871)	8 868	4 032	9 562	40 398	0	1 337	0	0	64 197	
20 Fournitures et matériels (745)	246 381	30 140	18 814	131 135	59 830	102 360	0	49 884	638 545	
21 Coûts des marchandises vendues (755)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
22 Frais de services (760, 765, 770, 775, 780, 785, 790, 795, 800)	181 171	62 225	70 202	151 478	421 995	56 402	0	0	943 471	
23 Volumes et périodiques (750)	49	2 905	175 399	0	0	50	0	0	178 403	
24 Dépenses liées aux bâtiments (805 810, 815 820 825, 827, 841 et 845)	2 149	0	63 808	2 894	249 076	18	0	45 454	363 399	
25 Locations de locaux (840, 845)	125 792	0	0	129	2 808	25	0	57 505	186 259	
26 Immobilisations - Achats et locations (825, 830, 835)	9 720	5 785	9 315	592	137 473	23 877	0	85 240	272 002	
27 Dépenses d'intérêts (850, 855)	0	243	0	12 758	0	0	0	0	13 000	
28 Transfert de coûts indirectes (865)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
29 Autres dépenses (860, 870) Page 18	0	0	0	1 502	0	0	0	0	1 502	
30 Total des dépenses autres	862 102	305 962	351 643	448 157	873 493	343 422	1 483	238 083	3 424 344	
31 Virements interfonctions (877)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
32 Ventes internes (878)	0	0	0	0	0	0	0	(266 143)	(266 143)	
33 Total avant dépenses exceptionnelles	6 080 054	1 312 361	1 203 596	2 423 528	1 304 784	1 931 673	87 770	69 322	14 413 088	
34 Dépenses exceptionnelles (880) Page 19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
35 TOTAL DES DÉPENSES	6 080 054	1 312 361	1 203 596	2 423 528	1 304 784	1 931 673	87 770	69 322	14 413 088	

FONDS AVEC RESTRICTIONS
REVENUS 2002-2003
École Nationale d'Administration Publique

978 007

	Enseignement	Recherche	Soutien à l'enseignement et à la recherche	Administration	Terrains et bâtiments	Services à la collectivité	Services aux étudiants	Entreprises auxiliaires	Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1 Subvention MEQ-ES (475) (Page 9)	0	152 899	0	148 701	0	0	0	0	301 600
2 Autres subventions provinciales (490, 495, 410)	0	566 026	0	0	0	16 319	0	0	582 345
3 Subventions fédérales (415,420)	0	176 464	0	0	0	415 030	0	0	591 494
4 Autres Subventions (425, 426, 430)	0	55 000	0	0	0	911 308	0	0	966 308
5 Total des subventions	0	950 389	0	148 701	0	1 342 657	0	0	2 441 747
6 Intérêts et dividendes (435)	0	0	0	0	0	2 920	0	0	2 920
7 Revenus provenant du fonds de dotation (445) Page 3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8 Revenus provenant d'une fondation (446)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9 Ventes externes (460)	0	2 156	0	0	0	0	0	0	2 156
10 Ventes aux étudiants (461)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11 Autres revenus (466, 470) Page 18	0	168 475	0	0	0	70 889	0	0	239 364
12 Total des revenus autres	0	170 631	0	0	0	73 808	0	0	244 440
13 TOTAL DES REVENUS	0	1 121 020	0	148 701	0	1 416 465	0	0	2 686 186

DATE: 2003-11-21

HEURE: 13:04

Page 8

FONDS AVEC RESTRICTIONS
DÉPENSES 2002-2003
École Nationale d'Administration Publique
978 007

	Enseignement	Recherche	Soutien à l'enseignement et à la recherche	Administration	Terrains et bâtiments	Services à la collectivité	Services aux étudiants	Entreprises auxiliaires	Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1 Masses salariales									
2 Direction	0	0	0	86 038	0	30 833	0	0	116 871
3 Gérance	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4 Professeur-chercheur	0	47 568	0	0	0	70 892	0	0	118 460
5 Chargés de cours	0	28 226	0	0	0	119 674	0	0	147 900
6 Personnel associé à l'enseignement et à la recherche	0	61 148	0	0	0	0	0	0	61 148
7 Personnel auxiliaire à l'enseignement et à la recherche	0	62 815	0	0	0	18 854	0	0	81 669
8 Personnel professionnel non-enseignant	0	297 096	0	0	0	238 884	0	0	535 980
9 Personnel de soutien technique	0	41 838	0	0	0	38 180	0	0	80 018
10 Personnel de soutien de bureau	0	35 180	0	0	0	66 685	0	0	101 864
11 Personnel de métier et personnel ouvrier	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12 Avantages sociaux (700) (Détailé Page 17)	0	94 949	0	13 113	0	70 901	0	0	178 962
13 Total des masses salariales et des avantages sociaux	0	668 817	0	99 151	0	654 904	0	0	1 422 871
14 Frais pour congés sabbatiques et d'études (705)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15 Postdoctoraux (706)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 Formation et perfectionnement (710)	0	95	0	0	0	0	0	0	95
17 Frais de déplacement et de représentation (715 720 725 730)	0	50 646	0	1 200	0	368 661	0	0	420 508
18 Bourses (735)	0	34 200	0	0	0	0	0	0	34 200
19 Dépenses de subventions et cotisations (740, 871)	0	55 306	0	0	0	155	0	0	55 461
20 Fournitures et matériels (745)	0	2 932	0	0	0	18 163	0	0	21 096
21 Coûts des marchandises vendues (755)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22 Frais de services (760, 765, 770, 775, 780, 785, 790, 795, 800)	0	40 121	0	0	0	120 306	0	0	160 427
23 Volumes et périodiques (750)	0	27 156	0	0	0	0	0	0	27 156
24 Dépenses reliées aux bâtiments (805, 810, 815, 820, 826, 827, 841 et 846)	0	4 429	0	0	0	0	0	0	4 429
25 Locations de locaux (840, 845)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Immobilisations - Achats et locations (825, 830, 835)	0	187 877	0	0	0	4 480	0	0	192 357
27 Dépenses d'intérêts (850, 855)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28 Transfert de coûts indirects (865)	0	95 220	0	0	0	317 521	0	0	412 741
29 Autres dépenses (860, 870) Page 18	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30 Total des dépenses autres	0	497 983	0	1 200	0	829 287	0	0	1 328 470
31 Virements interfonctions (877)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32 Ventes internes (878)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
33 Total avant dépenses exceptionnelles	0	1 166 800	0	100 351	0	1 484 190	0	0	2 751 341
34 Dépenses exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35 TOTAL DES DÉPENSES	0	1 166 800	0	100 351	0	1 484 190	0	0	2 751 341

ASSEMBLÉE NATIONALE

N° 1263-2004/103

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

VOLUME 1

ÉTAT DU TRAITEMENT
2002-2003

30 septembre 2003



Rapport des vérificateurs

Aux membres du conseil d'administration de
École nationale d'administration publique

Nous avons vérifié les relevés de la valeur pécuniaire des composantes du traitement assujetties à l'impôt du Québec des membres du personnel de direction supérieure et des autres catégories de personnel de direction inclus dans l'état du traitement de l'École nationale d'administration publique pour l'exercice terminé le 31 mai 2003, lesquels ont été établis conformément aux dispositions des articles 4.3 à 4.5 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire. La responsabilité de ces informations financières incombe à la direction de l'École. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces informations financières en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux exigences énoncées par le ministère de l'Éducation du Québec dans le Mandat de vérification externe des universités québécoises et conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les informations financières sont exemptes d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les informations financières. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des informations financières.

À notre avis, ces relevés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle des informations financières portant sur la valeur pécuniaire des composantes du traitement assujetties à l'impôt du Québec des membres du personnel de direction supérieure et des autres catégories de personnel de direction de l'École nationale d'administration publique pour l'exercice terminé le 31 mai 2003 selon les dispositions des articles 4.3 à 4.5 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Raymond Chabot Grant Thornton

Comptables agréés

Québec

Le 9 septembre 2003

NOM DE L'UNIVERSITÉ : École nationale d'administration publique

NUMÉRO DE L'UNIVERSITÉ : 978007

ÉTAT DU TRAITEMENT

2002-2003

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL

DATE : 2003/09/17

ADMINISTRATEURS : Luc Samer
Michelle

État du traitement

Établissement: École nationale d'administration publique
Année financière: 2002-2003
Page: 1 de 3

1. Personnel de direction supérieure

		Valeur pécuniaire des composantes du traitement assujetties à l'impôt (en \$)					
Nom	Fonction	Salaire de base	Autres éléments	Droits d'indemnité de départ ex.	Fondations ou personnes morales	TC: nombre de mois	TP: % du temps
Proulx, Marcel	Directeur général	140 353	1 387			12	
						12	
Beauchamp, Sylvie	Secrétaire générale et directrice de l'administration	122 789	1 957			3,5	
Brulotte, Robert	Secrétaire général et directeur de l'administration	107 772	727			8,5	
Luc Bernier	Directeur de l'enseignement et de la recherche	109 007	1 858			12	
						12	

État du traitement

Établissement: École nationale d'administration publique
Année financière: 2002-2003
Page: 2 de 3

2. Autres catégories de personnel de direction

		Valeur pécuniaire des composantes assujetties à l'impôt (en \$)		
Catégorie	Effectif total (**) de la catégorie	Étendue du traitement	Salaire de base	Autres éléments
Personnel de direction des composantes de l'établissement (*)	8,3	Le plus élevé	104 078	190 081
		Moyenne	93 633	24 106
		Le moins élevé	66 515	373
Personnel de direction des services	5,3	Le plus élevé	100 627	1 764
		Moyenne	88 855	1 149
		Le moins élevé	91 678	300
Personnel de gérance des emplois de soutien		Le plus élevé		
		Moyenne		
		Le moins élevé		

(*) Excluant le doyen ou le personnel de rang équivalent

(**) En équivalence temps complet; le calcul de la moyenne implique une référence au traitement versé

État du traitement

Établissement: École nationale d'administration publique
Année financière: 2002-2003
Page: 3 de 3

Valeur pécuniaire des allocations et des frais remboursés

Personnel de direction supérieure		Valeur pécuniaire des allocations et des frais remboursés (en \$)	
Nom, prénom	Fonction	Nombre de mois dans la fonction	Valeur pécuniaire
Proulx, Marcel	Directeur général	12	11 032
Beauchamp, Sylvie	Secrétaire générale et directrice de l'administration	3,5	3 335
Bernier Luc	Directeur de l'enseignement et de la recherche	12	17 841
Brulotte, Robert	Secrétaire général et directeur de l'administration	8,5	1 492
Autres catégories de personnel	Étendue des frais remboursés	Effectif (*)	Valeur pécuniaire
Personnel de direction des composantes de l'établissement (**)	Le plus élevé	8	28 436
	Moyenne		12 790
	Le moins élevé		3 469
Personnel de direction des services	Le plus élevé	6	14 017
	Moyenne		4 129
	Le moins élevé		188
Personnel de gérance des emplois de soutien	Le plus élevé		
	Moyenne		
	Le moins élevé		

(*) S'applique aux personnes qui ont perçu des remboursements de frais ou d'allocations; ne s'applique pas autrement.

(**) Excluant le doyen ou le personnel de rang équivalent.

NOTES COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DU TRAITEMENT

Établissement: École nationale d'administration publique
Année financière: 2002-2003

Personnel de direction supérieure

Droits d'indemnité de départ détenus et non exercés pendant l'année 02-03		
Nom	Fonction	(en \$)
Beauchamp, Sylvie	Secrétaire générale et directrice de l'administration	122 789
Brulotte , Robert	Secrétaire général et directeur de l'administration	Non acquis
Marcel Proulx	Directeur général	Non acquis
Luc Bernier	Directeur de l'enseignement et de la recherche	Non acquis

AUTRES CATÉGORIES DE PERSONNEL DE DIRECTION

PERSONNEL DE DIRECTION DES COMPOSANTES DE L'ÉTABLISSEMENT		ETC	Valeur pécuniaire des composantes assujetties à l'impôt		
			Salaire de base	Salaire versé	Autres éléments
Louis Côté	Directeur de l'observatoire	1,00	94 535	106 423	425
Serge Belley	Directeur du Doctorat	1,00	79 375	82 081	1 051
Pierre Ducharme	Directeur des études à Québec	1,00	66 515	77 974	1 599
Lemire Louise	Directrice des études à Montréal	1,00	96 217	92 660	1 551
Charih Mohamed	Directeur des études à Gatineau	1,00	102 406	101 124	1 149
Rinfret Natalie	Directrice du SECDEC à Québec	1,00	89 216	88 099	373
Poulin Yves	Directeur de la Coopération internationale	1,00	103 231	95 293	1 296
Moreau Madeleine	Directrice des services aux organisations	1,00	104 078	102 776	1 348
Raymond Serge	Directeur des affaires extérieures	0,25	94 292	26 040	190 081
		8,25	829 865	772 470	198 873
	ÉTENDUE DU TRAITEMENT				
	Plus élevé		104 078		190 081
	Moyen		93 633		24 106
	Moins élevé		66 515		373

AUTRES CATÉGORIES DE PERSONNEL DE DIRECTION

PERSONNEL DE DIRECTION DES SERVICES		ETC	Valeur pécuniaire des composantes assujetties à l'impôt		
			Salaire de base	Salaire versé	Autres éléments
Auger Michel	Directeur du service des ressources matérielles	1,00	94 392	93 210	1 764
Brulotte Robert	Registraire	0,30	100 627	29 903	300
Cantin Richard	Directeur des services administratifs à Montréal	1,00	92 577	91 418	1 138
Chénier André	Directeur des communications et des relations internationales	1,00	93 476	92 306	1 098
Laflamme Louise	Directrice du service des finances	1,00	96 369	95 163	1 348
Letendre Pierre	Directeur de la coordination de l'information de gestion	1,00	91 678	68 929	444
		5,30	569 119	470 929	6 092
	ÉTENDUE DU TRAITEMENT				
	Plus élevé		100 627		1 764
	Moyen		88 855		1 149
	Moins élevé		91 678		300

**ÉTAT DU TRAITEMENT
2002-2003
ALLOCATIONS ET FRAIS REMBOURSÉS**

PERSONNEL DE DIRECTION SUPÉRIEURE

	Frais de dépl. en régions	Frais de dépl. hors Québec	Frais de réception	Frais de représentation	Outils de travail	Activités perfection.	TOTAL
Proulx Marcel	5 080,87	4 120,74	1 606,72		223,51		11 031,84
Beauchamp Sylvie	1 952,69	125,50	1 256,89				3 335,08
Luc Bernier	7 250,97	5 771,65	3 165,00		1 653,79		17 841,41
Robert Brulotte	841,39		650,31				1 491,70

PERSONNEL DE DIRECTION DES COMPOSANTES DE L'ÉTABLISSEMENT

	Frais de dépl. en régions	Frais de dépl. hors Québec	Frais de réception	Activités perfection.	Cotisations profession.	Outils travail	TOTAL
Serge Belley	3 628,20		243,05			1 747,07	5 618,32
Louis Côté	691,09	6 224,38	183,38				7 098,85
Pierre Ducharme	7 677,76	1 674,22	66,00				9 417,98
Lemire Louise	3 418,29	9 382,36	12 895,79	450,52			26 146,96
Charih Mohamed	8 729,56	5 541,29	237,58				14 508,43
Poulin Yves	3 445,81	23 944,54	841,01			205,00	28 436,36
Rinfret Natalie	2 884,31	4 685,09		55,83			7 625,23
Moreau Madeleine	1 478,89		1 255,08	54,00	681,31		3 469,28
							102 321,41

Effectif : 8

Le plus élevé : 28 436,36

Moyenne : 12 790,18

Le moins élevé : 3 469,28

PERSONNEL DE DIRECTION DES SERVICES

	Frais de dépl. en régions	Frais de dépl. hors Québec	Frais de réception	Activités perfection.	Cotisations profession.	TOTAL
Auger Michel	2 667,03					2 667,03
Brulotte Robert	1 575,51		91,75		1 144,58	2 811,84
Cantin Richard	3 039,81		70,00		842,79	3 952,60
Chénier André	5 803,19	4 884,73	3 329,33			14 017,25
Laflamme Louise	242,61		54,27		842,79	1 139,67
Letendre Pierre	188,17					188,17
						24 776,56
Effectif :			6			
Le plus élevé :			14 017,25			
Moyenne :			4 129,43			
Le moins élevé :			188,17			

NOTES COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DU TRAITEMENT

En vertu de la Loi sur l'Université du Québec, plus particulièrement du règlement général 6 : « Ressources humaines », Annexe 6.A, « Protocole des cadres supérieurs », les conditions de travail sont définies comme suit :

- 3.2 Après quatre (4) années successives de mandat, il acquiert la sécurité d'emploi (et non de fonction), sans diminution de traitement. À moins d'une décision contraire du conseil d'administration de l'établissement ou du comité exécutif de l'Université du Québec en ce qui concerne les cadres supérieurs de l'Université du Québec, il bénéficie des dispositions relatives à la révision de la courbe de rémunération des cadres tel que prévu au programme de rémunération des cadres adopté par l'assemblée des gouverneurs. Il est régi par les mêmes conditions s'il quitte pour un poste autre qu'un poste de cadre supérieur.
- 3.3 Il bénéficie d'un congé de perfectionnement, d'une durée d'une année, après quatre (4) années de mandat continues, sans diminution de traitement mais avec réintégration selon les termes du paragraphe 3.2. Le montant de toute subvention et de toute bourse de perfectionnement tenant lieu de traitement est déduit du traitement ainsi accordé pendant le congé. Il bénéficie des frais afférents au perfectionnement reconnus aux professeurs conformément aux politiques et pratiques en vigueur dans son établissement. Le comité exécutif de l'Université du Québec détermine les conditions relatives aux frais afférents au perfectionnement de ses cadres supérieurs.
- 3.5 Le cadre supérieur qui, après quatre (4) années de mandat continues, quitte l'Université du Québec ou l'un de ses établissements et renonce aux avantages énoncés aux paragraphes 3.2 et 3.3 du présent article, a droit à une prime de séparation équivalente à une année de traitement.
- 3.8 L'avantage énoncé au paragraphe 3.5 ne peut être accordé qu'une seule fois à une même personne, même si celle-ci revient à l'emploi de l'Université du Québec ou de l'un de ses établissements.

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

VOLUME 2

**RAPPORT 2002-2003 SUR LA PERFORMANCE
ET LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT**

SEPTEMBRE 2003



RAPPORT SUR LA PERFORMANCE

Septembre 2003



Université du Québec
École nationale d'administration publique

Direction de l'enseignement et de la recherche

Bureau du registraire

Préambule

Au cours de l'année universitaire 2002-2003, l'École offrait des programmes d'études créditées de deuxième et troisième cycles dans le domaine des sciences administratives. Un *grade de maître en administration publique*, M.A.P., est décerné à la suite de la réussite du programme de **maîtrise en administration publique** et un *grade de Philosophiae Doctor (P.H.D.)* est décerné au terme du programme de **doctorat en administration publique**.

Le programme de maîtrise en administration publique de l'École propose deux cheminement distincts. L'un pour des étudiants qui occupent des postes de gestionnaires dans une administration publique (Option A) et l'autre pour des étudiants qui se destinent à une carrière d'analyste, de chercheur ou de consultant en administration publique (Option B).

Le cheminement pour gestionnaire (Option A) repose sur un plan personnalisé de formation qui permet à l'Étudiant de faire son choix de cours eu égard au diagnostic de ses forces et faiblesses en gestion. Ce cheminement du programme de maîtrise comporte deux concentrations : *Management public* et *Management international*.

Dans le cheminement pour analyste chercheur ou consultant, (Option B), l'étudiant doit suivre un bloc de cours obligatoires communs et plusieurs cours particuliers à la concentration choisie, en vue de développer la spécialisation et l'expertise professionnelle dans son futur domaine d'intervention. Ce dernier cheminement comporte trois concentrations : *Analyse et développement des organisations*, *Gestion des ressources humaines* et *Évaluation de programmes*. Au cours de la prochaine année, une nouvelle concentration en *Management international* devrait également être offerte dans ce cheminement.

Le programme de **doctorat en administration publique** propose deux concentrations : *Analyse et management des politiques publiques* et *Théorie des organisations et*

management public. D'une valeur totale de quatre-vingt-dix (90) crédits, ce programme de Ph.D. accueillait 6 nouveaux étudiants au cours de la dernière année.

Par ailleurs, l'École offre une maîtrise en analyse et gestion urbaines (MAGU), deux diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS) de 2^e cycle en administration publique – *Management public* et *Management international* – en plus de plusieurs programmes courts de 2^e cycle et un programme court de 3^e cycle.

Enfin, l'École a également offert au cours de la dernière année, un programme de maîtrise en administration publique sur mesure pour des gestionnaires fédéraux travaillant au Québec; elle a participé à la diffusion d'un programme conjoint de diplôme en administration publique régionale en collaboration avec l'Université du Québec à Rimouski; elle a offert au Mali, un programme conjoint de diplôme en administration publique pour des cadres du ministère des Finances en partenariat avec l'Université de Sherbrooke. Vingt-quatre étudiants ont satisfait aux exigences de ce programme et obtenu le diplôme.

En ce qui a trait à sa clientèle globale, l'École a connu au cours de la période coïncidant avec le contrat de performance, une croissance phénoménale. De 400 eeetp, qu'elle comptait lors de la première année du contrat de performance, elle termine la troisième année du contrat tout près des 600 eeetp ce qui représente une augmentation de près de 50% de sa clientèle.

2. Rapport de performance

Le présent rapport de performance présente le régime d'études à l'entrée pour les cohortes des années 1997 à 1999. On y retrouve le type de cheminement, le régime d'étude et la durée des études. La durée moyenne des études s'établit eu égard au temps écoulé entre l'admission au programme, de la première inscription à l'obtention du grade.

2.1 Cohortes étudiantes de 1997 à 1999

Les tableaux suivants montrent le nombre et le pourcentage d'étudiants ayant obtenu leur diplôme et la durée de leurs études. On y retrouve le type de cheminement, le régime d'études ainsi que la durée effective des études depuis l'entrée de la cohorte.

Programmes de maîtrise (MAP A, MAP B et MAGU)

Tableau 1: Obtention du diplôme et durée des études - 1997

RÉGIME D'ÉTUDES À L'ENTRÉE							
Type de cheminement	Plein temps		Temps partiel		Total		
	N	%	N	%	N	%	Année
Diplômé(e)s du même programme	13	72,2	31	43,1*	44	48,9	2,0
Diplômé(e)s d'un autre programme	0	0,0	1	1,4	1	1,1	2,7
Nouvelles inscriptions	18	20,0	72	80,0	90	100,0	

Note: % = N sur nouvelles inscriptions

* Ce pourcentage ne tient pas compte des étudiants qui poursuivent dans le programme ou dans un autre (14%) ni de ceux qui se sont absentés du programme (10%).

Tableau 2: Obtention du diplôme et durée des études - 1998

RÉGIME D'ÉTUDES À L'ENTRÉE							
Type de cheminement	Plein temps		Temps partiel		Total		
	N	%	N	%	N	%	Année
Diplômé(e)s du même programme	37	80,4	18	24,7*	55	45,8	1,8
Diplômé(e)s d'un autre programme	2	4,3	1	1,4	3	2,5	2,4
Nouvelles inscriptions	46	38,7	73	61,3	119	100,0	

Note: % = N sur nouvelles inscriptions : 1 étudiant a obtenu une absence autorisée

*43% des étudiants à temps partiel poursuivent dans le même programme ou dans un autre et 15% se sont absentés.

Tableau 3: **Obtention du diplôme et durée des études - 1999**

RÉGIME D'ÉTUDES À L'ENTRÉE							
Type de cheminement	Plein temps		Temps partiel		Total		
	N	%	N	%	N	%	Année
Diplômé(e)s du même programme	43	100,0	6	100,0*	49	100,0	1,6
Diplômé(e)s d'un autre programme	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0,0
Nouvelles inscriptions	58	87,7	61	12,2	119	100,0	

Note: % = N sur nouvelles inscriptions : 4, étudiants ont obtenu une absence autorisée

* Tous les étudiants poursuivent leurs études.

La donnée montrant que les étudiants complètent leurs études en deux ans ou moins n'est pas révélatrice puisque pour les étudiants inscrits à temps partiel, la persévérance aux études est moins forte que pour les étudiants inscrits à temps plein. Les étudiants à temps complet maintiennent par contre une moyenne avantageusement comparable aux autres établissements universitaires québécois.

Pour améliorer encore sa performance à ce chapitre, L'ENAP s'est engagée dans le cadre du contrat de performance, à déployer tous les efforts pour maintenir le taux d'obtention du diplôme chez ses étudiants à temps plein, au-delà des 80 %, ce qui représente une performance exceptionnelle au deuxième cycle. Quant aux étudiants à temps partiel, dont on sait que la motivation à compléter leurs études est plus problématique, une série de mesures ont été prises pour favoriser leur persévérance aux études telle que présentée au chapitre 4.

Sur le plan quantitatif, le taux d'obtention du diplôme varie en fonction de facteurs sur lesquels l'ENAP n'a que partiellement prise. Rappelons à ce titre que la cohorte des étudiants à temps plein de 1997 a complété ses études dans une proportion de 72%, la

cohorte inscrite en 1998 a complété ses études dans une proportion de 80% alors que pour l'année 1999 les données préliminaires montrent que 100% de la cohorte poursuit ses études. Ces variations cycliques s'expliquent notamment par les conditions économiques et celles du marché de l'emploi dans le secteur public. En dépit de ces variations, l'ENAP est fière d'avoir maintenu le taux d'obtention du diplôme chez ses étudiants à temps complet à un niveau moyen de 80% pour la période visée par le contrat de performance.

3. Historique des diplômé(e)s

Cet historique complète l'information reliée aux cohortes inscrites pour les années 1997 à 1999. On y retrouve les diplômé(e)s de l'ensemble des programmes de diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS), de maîtrise et de doctorat. Les tableaux suivants comparent les données depuis la création de l'École. Il est intéressant de noter que la prochaine collation des grades verra le 5000^e étudiant recevoir un diplôme de l'ENAP.

TABLEAU RELATIF À L'HISTORIQUE DES DIPLÔMÉS

Tableau 10: Historique des diplômé(e)s depuis les origines

Programme	Période			Année 2001	Année 2002	% 02/01	Total 72-02
	89-00	72-00	97-00				
DESS	1402			69	100	144,9	1571
Maîtrise		2981		208	183	88,0	3372
Doctorat			1	2	0	0,0	3
Total programme	4384			279	283	101,4	4946

Note : Nous avons produit en annexe, des tableaux montrant le nombre d'étudiants inscrits dans les programmes courts, les diplômes, les maîtrises et le doctorat depuis la

création de l'École. Vous y trouverez notamment, la proportion hommes/femmes dans les programmes et l'évolution depuis 1995.

4. Mesures prises pour l'encadrement des étudiant(e)s

Les mesures destinées à améliorer la performance de l'École en matière de persévérance aux études ont donné des résultats significatifs. Un programme de relance systématique des étudiants ayant interrompu ou abandonné leurs études a été mis de l'avant et a permis de récupérer un nombre important d'étudiants qui, autrement, n'auraient probablement pas poursuivi leur scolarité. Cela a permis du même coup de mieux cibler les mesures à prendre pour limiter les abandons pouvant découler de la responsabilité de l'École. Finalement, dans de nombreux cas, la souplesse de nos programmes nous a permis de mieux répondre aux besoins particuliers de certains segments de notre clientèle et de contribuer, ce faisant, à la rétention de ces étudiants.

L'École s'est également employée à améliorer le soutien aux étudiants. Suivant une vaste enquête diagnostique, menée auprès de nos étudiants et de nos diplômés, l'École a pu cerner les besoins de la clientèle en termes de qualité de l'environnement de vie et de travail et l'enquête a été suivie par une démarche systématique d'amélioration du service aux étudiants. Cette démarche s'est traduite par la nomination d'un responsable du service à la clientèle à Montréal en plus de celui de Québec et par la mise en œuvre de mesures spécifiques d'accueil et d'encadrement des nouveaux étudiants.

4.1 Maîtrise pour gestionnaires (Option A)

Dans le cadre de ce programme, les étudiants peuvent compter, pour la tenue de séminaires, d'ateliers et de certains stages, non seulement sur la contribution de professeurs rattachés à l'établissement, mais aussi sur celle de professeurs invités et de praticiens expérimentés en provenance du large secteur public. Par contre, pour l'une des activités d'intégration du programme, soit le projet d'intervention, la coordination est assumée par un professeur de l'École et la supervision est confiée à un autre professeur

spécialisé dans le domaine d'études de l'étudiant pour agir à titre de directeur académique. Ce dernier peut provenir d'un autre milieu.

4.2 Maîtrise pour analystes (Option B)

Dans le cadre du profil avec stage de ce programme, les stages ou travaux dirigés sont sous la responsabilité d'un coordonnateur attitré; les étudiants sont appuyés dans leur démarche par un chargé de formation pratique, provenant du milieu de travail, et par un professeur, parfois deux de l'École, agissant comme directeur(s) académique(s). Enfin, dans le cadre du profil avec mémoire de ce programme, l'encadrement des travaux de recherche relatifs à la réalisation du mémoire commande la participation d'un ou de deux professeurs spécialisés dans les domaines d'études et de recherche rattachés aux concentrations de ce programme et qui agissent à titre de directeur(s) académique(s).

4.3 Doctorat en administration publique (Ph.D.)

L'encadrement des étudiants inscrits au programme de doctorat en administration publique est fixé par un règlement académique ainsi que par des règles spécifiques qui précisent la contribution attendue des professeurs dans la poursuite des études de leurs étudiants, tant au cours de leur scolarité que pour la préparation et la rédaction de la thèse.

4.4 Services d'appoint

Dans chacune des régions où l'École est présente, elle s'assure que certains services d'appoint soient offerts aux étudiants. Ainsi, dans les principaux sites, des services de bibliothèque, d'informatique, d'audio visuel, de librairie, de courrier, de soutien aux organisations étudiantes et d'aide financière. Cette aide peut aussi prendre la forme de bourses d'études et de prêts en vue de l'acquisition d'équipement et de matériel informatique, de même que de bourses pour fins de recherche.

Par contre, compte tenu des programmes offerts et des caractéristiques de la clientèle, certains services sont offerts uniquement sur quelques sites, comme le service d'accueil aux étudiants étrangers et d'aide à l'hébergement, l'allocation de postes d'assistants à la recherche, l'assistance pour les stages à l'étranger, la consultation et l'aide personnelle ainsi que le placement des étudiants. Enfin, d'autres services peuvent être accessibles en raison de l'environnement immédiat.

5. Le personnel enseignant

L'École a un plan d'effectifs de 40 professeurs réguliers. Elle peut également compter sur une banque d'experts provenant de divers secteurs de l'administration publique et de la haute fonction publique qui participent sur une base régulière à l'élaboration et la diffusion des cours.

Il est enfin important de rappeler que lors de l'enquête menée auprès des étudiants et des diplômés, une forte proportion des répondants s'est dite fort satisfaite quant au format, au contenu des cours et aussi, et surtout, quant à l'encadrement et la disponibilité du personnel enseignant.

6. Le développement

Au cours de la prochaine année, l'École pourra offrir quelques cours à distance dans le cadre d'un programme de diplôme d'études supérieures spécialisées à distance qui sera complété dans les prochains mois. Ce programme sera offert à notre clientèle étrangère, particulièrement dans les pays partenaires de la Didacthèque internationale en administration publique, soit, en Asie, le Vietnam; en Afrique, le Burkina Faso, le Cameroun, la Guinée Conakry, le Maroc, le Niger et la Tunisie; et en Amérique, le Chili, le Costa Rica et le Mexique. Évidemment, ces mêmes cours à distance seront offerts à notre clientèle québécoise.

Par ailleurs, une vaste opération de réforme des programmes a été entreprise au cours des derniers mois. Des comités de professeurs ont analysé chacun des programmes et ont soumis des recommandations à l'Assemblée professorale et à la Commission des études. De plus, au cours de la prochaine année une concentration en *Management international* devrait être ajoutée à la maîtrise pour analystes (Option B). Ce programme de maîtrise ouvrira la porte, entre autres choses, à des stages à l'étranger.

Enfin, un programme court expressément réservé aux étudiants qui empruntent le cheminement de la maîtrise pour analystes devrait également être offert.

ANNEXE

Le volume d'inscriptions selon le programme, le régime d'études et le sexe

Les tableaux suivants présentent l'évolution de la clientèle depuis 1995 dans les divers programmes offerts par l'École selon le régime d'études emprunté par l'étudiant et selon le sexe.

TABLEAUX RELATIFS AU VOLUME DES INSCRIPTIONS

Tableau 8: Volume total d'inscriptions: 1995 – 2001
Selon le programme d'études et le sexe

Programmes	H	% Homme	F	% Femme	Total	%
Programmes courts de 2 ^e cycle	2386	50,3	2353	49,7	4739	24,9
Diplôme 2 ^e cycle	2429	49,3	2495	50,7	4924	25,8
Maîtrise	4906	52,2	4491	47,8	9397	49,3
Total programme	9721	51,0	9339	49,0	19060	100,0

Note: % homme = H sur total
 % femme = F sur total
 % = total sur total programme

Tableau 9: Volume total d'inscriptions: 1995 – 2001
Selon l'année et le sexe

Année	H	% Homme	F	% Femme	Total	%
1995	1386	50,1	1380	49,9	2766	14,5
1996	1556	52,4	1415	47,6	2971	15,6
1997	1410	53,3	1235	46,7	2645	13,9
1998	1366	53,2	1202	46,8	2568	13,5
1999	1269	51,1	1215	48,9	2484	13,0
2000	1262	48,9	1321	51,1	2583	13,5
2001	1472	48,4	1571	51,6	3043	16,0
Total année	9721	51,0	9339	49,0	19060	100,0

Note: % homme = H sur total
 % femme = F sur total
 % = total sur total programme